

LA COALITION DE L'ÉNERGIE SCOLAIRE (« CÉS »)

LA COALITION DE L'ÉNERGIE SCOLAIRE (« CÉS »)

RAPPORT SOMMAIRE

Le 16 juin 2009

Précédemment, la CÉS a été capable de rapporter des économies d'environ 1,1 M \$ pour les écoles dans les deux premiers mois de 2009. Depuis ce temps-là, la plupart des cas principaux ont été réglés ou décidés, la plupart avec des gains élevés, y incluant **Hydro One Transmission, Powerstream** et **Union Gas, engendrant des économies de coûts d'énergie qui s'élèvent à environ 5,6 M \$.**

Étant donné que les demandes d'augmentation de tarif d'électricité et de gaz sont maintenant réglées, la CÉS va se concentrer sur les implications importantes de la *Loi sur l'énergie verte*. En outre, les demandes d'augmentation des tarifs d'électricité de la part des 24 distributeurs doivent être soumises au début d'août.

AFFAIRES COURANTES - LE GAZ NATUREL

Partage des gains 2009 d'Union . Les tarifs 2009 d'Union Gas ont accusé une augmentation de moins d'1% grâce à l'entente pluriannuelle de l'année passée. L'un des aspects de cette entente était de partager les gains des années précédentes qui sont au-dessus d'un certain niveau. Il s'est avéré que 2008 fut une bonne année pour Union. Selon cette entente, ils ont calculé que le partage des gains s'élèverait à 16M\$, mais lors d'une audience de ce mois, la CÉS et les autres groupes de contribuables ont négocié une augmentation de ces gains à 34M\$. **Ceci a engendré en 2009 des économies d'environ 700 000 \$ pour les écoles.**

Les tarifs 2009 d'Enbridge. En 2009, Enbridge Gas Distribution ont également eu une augmentation au-dessous d'1% grâce à une entente pluriannuelle négociée en 2008. Ils ont également demandé d'autres changements, qui n'auraient pas d'effet immédiat, mais qui pourraient engendrer des coûts futurs importants pour les écoles.

La SÉC est intervenue pour s'opposer à ces changements et les intéressés sont en train d'attendre une décision du Conseil de l'énergie.

Le système de facturation d'Enbridge. La CÉS continue à s'impliquer dans cette tentative de collaboration avec Enbridge. Ils ont récemment annoncé un petit retard dans la mise en œuvre de ce nouveau système de facturation de la clientèle de 188 M \$, mais ce projet demeure dans les limites du budget. La dernière fois qu'Enbridge ont mis en œuvre un tel système de facturation, ce dernier était plus de 100M \$ au-dessus du budget de telle sorte qu'une collaboration entre les contribuables et les services publics continue à s'avérer rentable.

Les programmes de conservation de gaz. Le Conseil de l'énergie a maintenant remis à plus tard son processus de révision des règles de conservation de gaz, tenant compte des changements au sein des services publics de gaz et des changements en cours des politiques du

gouvernement. On s'attend à ce que les programmes actuels, qui coûtent environ 50M\$ aux contribuables, connaissent une augmentation de 100M\$ ou plus par année. Lorsque ce processus va être relancé, la SÉC continuera à s'y impliquer activement.

AFFAIRES COURANTES - L'ÉLECTRICITÉ

Les tarifs de distribution d'Hydro One. Hydro One avaient droit à une augmentation de tarif d'1% basée sur une formule précédemment établie. Dans leur demande, déposée au début de l'année, ils ont également demandé une approbation d'un budget exceptionnel d'investissements s'élevant à 461M \$ pour l'année, poussant l'augmentation à 4%. Ceci était un cas important représentatif du rôle de la SÉC, cette dernière ayant assumé un rôle important en s'opposant à l'augmentation proposée. Dans une décision émise tôt ce mois-ci, le Conseil de l'énergie était d'accord avec nos soumissions, mais il a accordé une plus petite augmentation à Hydro One, établissant une augmentation nette dépassant légèrement 2%.

Ceci a engendré des économies d'environ 100 000 \$ pour les écoles au cours d'une période de deux ans.

Les tarifs 2009-12 d'Enwin Utilities. Enwin (Windsor) ont demandé une augmentation de tarif d'environ 14%, mais tel que nous l'avions précédemment rapporté, l'entente que nous avons négociée a ramené cette augmentation à 5%, engendrant des économies d'environ 400 000 \$ pour les écoles de Windsor. En respectant le mandat de la SÉC, nous avons également proposé la création d'un groupe de travail continu, composé de contribuables et de représentants des services publics pour aider à identifier les efficiences différentielles. Les services publics ont adopté cette idée avec enthousiasme et la première réunion de la semaine passée a généré un certain nombre d'idées qui vont être bénéfiques aussi bien pour les contribuables que pour les services publics eux-mêmes.

Les tarifs 2009-13 de Powerstream. Ces services publics ont soumis une demande d'augmentation d'environ 7% en 2009 pour leur zone originale de franchise à l'exclusion de Barrie avec lequel ils se sont récemment amalgamés. Comme conséquence directe d'une intervention de la part de la SÉC, l'impact de l'amalgamation de Barrie a été inclus dans ce processus. À la suite d'importants échanges d'informations, la SÉC a agi comme négociateur en chef pour les contribuables afin d'assurer un règlement complet des toutes les questions comprises dans cette opération. Comme résultat final, les tarifs pour les écoles diminueront réellement d'environ 16% en 2009. **Les économies pour les 218 écoles concernées sont estimées à plus de 1,6M \$** au cours de cinq années jusqu'à ce qu'une autre révision des tarifs soit requise.

Les tarifs de distribution 2008 de Newmarket. Hydro Newmarket ont soumis tard une demande d'augmentation de tarifs couvrant les quatre années commençant en 2008. Une augmentation de 5% a été demandée. La SÉC, dirigeant les groupes de contribuables, a proposé une approche créatrice pour résoudre la demande d'augmentation; solution qui a été acceptée par les services publics. Pour les écoles, ceci veut dire qu'il n'y aura pas d'augmentation pour 2008 et qu'il y aura une réduction de 15% pour 2009. **Ceci probablement va créer des économies d'environ 150 000 \$ pour les conseils scolaires locaux (26 écoles) pour 2008-10.**

Les tarifs de distribution 2009 d'Oshawa. Comme Hydro One, Oshawa avaient droit à une augmentation d'environ 1%, mais ils ont recherché une augmentation supplémentaire pour couvrir les dépenses en investissements. La SÉC s'est opposée au montant supplémentaire et dans une décision récente, le Conseil de l'énergie a approuvé trois des quatre projets proposés. Alors que **ceci n'a pas économisé plus de 50 000\$ pour les écoles de Durham au cours de quatre ans**, un important précédent a toutefois été établi pour les demandes futures.

Autres distributeurs d'électricité. En plus des autres questions précédemment rapportées, la SÉC a participé dans une certaine mesure aux demandes d'augmentation de tarifs de 2009 pour d'autres distributeurs d'électricité, y compris Midland, COLLUS (Collingwood), Innisfil et d'autres. En général, le Conseil de l'énergie a accordé à ces services publics ce qu'ils demandaient et **le total d'économies pour les écoles qui résulte de ces interventions de la SÉC semble s'élever à environ 100 000 \$ au cours des quatre prochaines années.** Plusieurs cas restent à décider incluant London Hydro.

Hydro One Transmission. Le côté responsable de la transmission d'Hydro One n'a pas reçu l'augmentation demandée l'année passée et maintenant à la suite d'une autre audience le Conseil de l'énergie a pris une décision quant à leur demande d'augmentation de tarif de 2009-2010. La SÉC s'est opposée à leur nouvelle demande d'augmentation de 19% et le Conseil de l'énergie a encore une fois refusé une grande partie de leur demande. **Ce qui a engendré des économies pour les écoles, au cours d'une période de deux ans, d'environ 3M \$.**

Taxes différées. Tous les distributeurs d'électricité ont, depuis 2001, accumulé des dizaines de millions de dollars en soldes créditeurs et débiteurs dans leurs comptes rapprochés de taxes. Les contribuables vont éventuellement payer ou recevoir ces soldes et le Conseil de l'énergie s'efforce de mettre ceci en œuvre d'une façon équitable. Ces débats ont continué avec une participation intense de la SÉC qui a acquis une connaissance spécialisée de ce domaine. Après avoir échangé des renseignements détaillés, il apparaît que d'autres informations sont encore requises et la plupart des intervenants proposent maintenant de nouveaux dialogues et discussions au cours de l'été avant qu'une décision ne soit prise.

La loi sur l'énergie verte. Le gouvernement de l'Ontario a lancé une initiative majeure pour changer la nature de la production de l'énergie et de son utilisation dans la province. Certaines de ces initiatives auront un impact directement sur les écoles (par exemple, les initiatives de dépenses de conservation et d'infrastructure du secteur public) mais les écoles seront également affectées indirectement par ceci en ce qui concerne leurs tarifs d'énergie. Le Conseil de l'énergie va maintenant réglementer une expansion rapide de l'infrastructure de l'électricité, lorsque les services publics se modernisent pour accommoder la production de l'énergie distribuée et renouvelable ainsi que l'utilisation intelligente du compteur. L'année prochaine, vers cette période, la plupart des distributeurs d'énergie déposeront des programmes d'investissement vert aux fins d'approbation.

Il est probable que des milliards de dollars de nouvelles dépenses des services publics seront proposés, lesquels auront un impact sur les écoles qui pourrait atteindre 3 à 4 millions de dollars par an. Ce cadre de réglementation de ces décisions est en train d'être formulé et la SÉC est activement impliquée dans ce processus.

D'AUTRES AFFAIRES COURANTES

Les normes internationales d'information financière. Les normes de comptabilité pour les compagnies changeront en 2011 et les « coûts » seront redéfinis. La SÉC a été le premier groupe de contribuables à sonner l'alarme que ceci pourrait engendrer des augmentations de tarifs de 15 à 20%; de son côté, le Conseil de l'énergie a reconnu l'importance de cette question. Par la suite, une consultation approfondie des services publics, des contribuables ainsi que des régulateurs a eu lieu, culminant avec des exposés de principe de la part de tous les intervenants à la fin du mois de mai. Nous sommes heureux d'avoir obtenu l'appui de certains services publics importants vis-à-vis de notre position. On s'attend à ce que le Conseil de l'énergie émettra un document de politique au cours de cet été.

Jay Shepherd
Shibley Righton LLP

Si vous avez des questions, veuillez contacter :
Bob Williams
(bwilliams@opsba.org)

ou

Jay Shepherd
(jay.shepherd@shibleyrighton.com)